

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE

C.C.T.P.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

ANALYSES DE L'EAU POTABLE, DE L'EAU CHAUDE SANITAIRE ET DES EAUX TECHNIQUES DES SITES DU GROUPEMENT HOSPITALIER TERRITORIAL DE MARTINIQUE

PERSONNE PUBLIQUE :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE
Direction du pole Achats - Logistique - Techniques
CS 90632
97 261 FORT-DE-FRANCE CEDEX

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent C.C.T.P. a pour objet l'analyse d'Eau, en matière de potabilité, de recherche de légionnelles et de physico-chimie, des établissements de santé ci-dessous répartis en plusieurs zones géographiques :

Lot 1 : SECTEUR CENTRE (CHUM)

- L'Hôpital PIERRE ZOBDA QUITMAN (PZQ)
- La Maison de la Femme de la Mère et de l'Enfant (MFME)
- L'Hôpital CLARAC
- Centre Emma Ventura (CEV)

Lot 2 : SECTEUR NORD CARAIBES (CHNC)

- Centre Hospitalier du CARBET
- Hôpital de SAINT-PIERRE
- EHPAD du PRECHEUR

Lot 3 : SECTEUR NORD ATLANTIQUE

- Centre Hospitalier de TRINITE (CHUM-CHLD)
- Centre Hospitalier LORRAIN et BASSE-POINTE (CHLBP)

Lot 4 : SECTEUR SUD

- Centre Hospitalier du FRANÇOIS (CHEWA)
- Centre Hospitalier SAINT-ESPRIT
- Centre Hospitalier MARIN et
- EHPAD des TROIS-ILETS

ARTICLE 2 - DESCRIPTION ET PERIODICITE DES ANALYSES

La prestation doit permettre de s'assurer d'une qualité de l'eau conforme à la législation des établissements de santé. Ainsi, il s'agit de contrôler la qualité de l'eau en termes de potabilité, de recherche de légionnelles et de physico-chimie sur l'ensemble des sites des établissements de santé du GHT de Martinique.

Ces analyses doivent être réalisées dans le respect des normes et de la réglementation en vigueur avec une fréquence adéquate selon la catégorie d'eau (eau potable, eau osmosée, eau chaude, etc.)

Elles contribuent à avoir un diagnostic précis et actualisé de l'état sanitaire du réseau d'eau des établissements concernés.

L'objectif de ces contrôles est de s'assurer d'une part que l'eau distribuée dans l'établissement est conforme aux limites de qualité et d'autre part que sa qualité ne subit pas de dégradation au sein des réseaux de distribution dans l'établissement.

Les prélèvements doivent comporter, le même jour, un contrôle de l'eau d'entrée et les contrôles à des points d'usage critiques et représentatifs du réseau.

Le point d'arrivée générale de l'établissement est un point de référence.

Il est nécessaire de réaliser les prélèvements après écoulement de l'eau (2ème jet) selon un plan d'échantillonnage tenant compte de la structure du réseau, de la fréquentation et des usages.

1. Pour la **potabilité de l'eau** les paramètres à contrôler pour chaque point prélèvement sont les suivants :

Paramètres physico-chimiques	Fréquence
Température (°C)	Trimestrielle
pH	
Conductivité	
Chlore total	
Chlore libre	
Turbidité	
Dureté	
COT	
Paramètres microbiologiques	
Bactéries Coliformes totaux	
Escherichia.coli	
Entérocoques intestinaux	
Microorganismes revivifiables à 22 °	
Microorganismes revivifiables à 36 °	
Pseudomonas aeruginosa	

2. Pour le dénombrement de la Légionella dans les réseaux d'eau chaude sanitaire (ECS), les paramètres à contrôler pour chaque point prélèvement sont les suivants :

Échantillonnage selon FDT 90-522 couvert par l'accréditation COFRAC

Paramètres microbiologiques	Fréquence
Dénombrement legionella sp	Annuelle
Dénombrement legionella pneumophila	
Paramètres physico-chimiques	
Température (°C) de terrain	
Chlore total	
Chlore libre	

3. Pour l'eau osmosée de stérilisation, les paramètres à contrôler pour chaque point prélèvement sont les suivants :

Paramètres physico-chimiques	Fréquence
Température (°C) de terrain	Trimestrielle
pH	
Conductivité	
Aspect	
Résidus d'évaporation	
Dureté (TH)	
Silicates (SiO ₂)	
Chlorures	
Fer total	Annuelle
Plomb	
Ortho phosphates	
Cadmium	
Autres métaux lourds	

4. Pour l'eau des piscines de balnéothérapie, les paramètres à contrôler pour chaque point prélèvement sont les suivants :

Échantillonnage selon FDT 90-521 couvert par l'accréditation COFRAC

Paramètres microbiologiques	Fréquence
Microorganismes revivifiables à 36 °	Trimestrielle
Bactéries Coliformes totaux	Trimestrielle
Entérocoques intestinaux	Trimestrielle
Escherichia. coli	Trimestrielle
Staphylocoques pathogènes	Trimestrielle
Pseudomonas aeruginosa	Trimestrielle
Aspect	Trimestrielle
Paramètres physico chimique	Fréquence
Température (°C) Terrain	Trimestrielle
PH	Trimestrielle
Chlore total	Trimestrielle
Chlore libre	Trimestrielle
Chlore combiné	Trimestrielle
Chlore libre actif	Trimestrielle
Chlorures	Trimestrielle
Carbone Organique Total	Trimestrielle

ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION DES INTERVENTIONS

- a) Le prestataire est chargé de l'exécution des prélèvements, de la transmission au Laboratoire, de la conservation des échantillons et des analyses. Il fournit également les flacons nécessaires aux prélèvements.
- b) Les analyses sont effectuées selon les méthodes AFNOR en vigueur.
- c) Les établissements de santé réservent au prestataire un libre accès aux installations concernées, sous réserve du strict respect des règles et consignes de sécurité et de sûreté en vigueur dans l'établissement et appliquées d'une manière générale aux établissements de santé.
- d) Le personnel d'intervention doit porter des vêtements et équipements adaptés à l'activité réalisée, celui-ci sera accompagné d'un référent de site lors des prélèvements sur le terrain.

e) Le titulaire est tenu de remplir un carnet de suivi de points de prélèvements qui regroupe les informations suivantes :

- Nom de l'établissement
- bâtiment concerné - lieu de prélèvement
- date d'intervention
- nom de l'agent
- résumé de l'intervention
- observations
- nature du point de prélèvement : robinet ou douche

ARTICLE 4 - ORGANISATION

Un **planning annuel** des interventions doit être présenté dans l'offre. Il sera élaboré pour l'ensemble des sites. Il doit préciser pour chaque intervention :

- ♦ Le nom de l'agent affecté
- ♦ Coordonnées téléphoniques de l'agent
- ♦ La date et l'heure de l'intervention
- ♦ Le site concerné
- ♦ Liste et types des prélèvements prévus selon la période

Un **planning d'ajustement** des interventions devra parvenir au Services référents des établissements après obtention du marché, en vue d'actualiser les données du planning annuel. La liste des référents par établissement sera communiquée après notification du marché

ARTICLE 5 - PRESTATIONS PONCTUELLES

Dans le cas de non-conformité ou de travaux sur le réseau, le référent de l'établissement de santé se réserve le droit de contacter le prestataire pour la réalisation de ces prélèvements dont le coût est indiqué sur le listing des prix publics.

ARTICLE 6 - CONTROLE DES PRESTATIONS

Le contrôle des prestations est effectué systématiquement à chaque fin d'intervention, de manière contradictoire, en présence du référent de l'établissement et de l'agent qualifié.

Le titulaire transmet à l'établissement de santé le résultat des contrôles (1 original), par courrier et par email dans un délai de 5 jours après obtention des résultats d'analyse.

En cas de résultat « non conforme » de dépassement grave des limites de qualité, pour un ou plusieurs paramètres d'analyse de l'eau, le prestataire est tenu de transmettre par fax et email de toute urgence les résultats des analyses effectuées à la liste des personnes référentes de l'établissement concerné

ARTICLE 7 - CADRE REGLEMENTAIRE ET NORMATIF

Une accréditation COFRAC du prestataire est exigée. L'attestation d'accréditation devra être jointe à l'offre

Exigences réglementaires et recommandations

- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 1er février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire
- CCLIN-ARLIN, 2016 : Guide des bonnes pratiques- surveillance microbiologique de l'environnement dans les établissements de santé
- Ministère de la Santé et des Solidarités, 2005. Guide technique : l'eau dans les établissements de santé
- Société Française des Sciences de la Stérilisation, 2005 : maîtrise et contrôles d'environnements en stérilisation

Exigences normatives (pour les analyses microbiologiques):

Les analyses devront être réalisées selon les normes décrites dans l'avis du 31 décembre 2022, version en vigueur à la date de l'analyse :

Ministère de la santé et de la prévention, avis du 31 décembre 2022 relatif à l'application de l'arrêté du 5 juillet 2016 modifié relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux et de l'arrêté du 19 octobre 2017 modifié relatif aux méthodes d'analyse utilisées dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux

ARTICLE 8 - HYGIENE ET SECURITE DU TRAVAIL

1) Personnel

Le personnel doit se conformer et se soumettre aux règles et consignes de sécurité et de sûreté appliquées dans les établissements de santé. En cas de refus de sa part, le titulaire devra répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles du droit commun.

Le personnel doit porter des vêtements et équipements de protection conformes à l'activité réalisée de plus un badge au nom de la société doit permettre de clairement les identifier.

2) Appareils et matériels

Le titulaire fournit tous les appareils et matériels nécessaires à la réalisation des prestations. La liste des appareils et matériels, accompagnée de leurs modes d'utilisation et de leurs caractéristiques techniques doit être jointe à l'offre du candidat.

ARTICLE 9 - PLAN DE PREVENTION

Conformément au décret du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, un plan de prévention de sécurité doit être élaboré.

Ce plan doit comporter :



- Identification administrative du titulaire
- Nature des interventions
- Identification des risques originaires de l'établissement
- Identification des risques du titulaire
- Mesures de prévention et de protection.

En conséquence, les différentes étapes suivantes sont mises en place entre le titulaire et l'établissement de santé concerné. :

- Organisation d'une réunion et d'une visite préalables
- Etablissement du plan de prévention
- Information du personnel
- Suivi des interventions.

ARTICLE 10 - DIVERS

Le candidat fournit avec son offre un mémoire technique comportant des informations sur les moyens humains, matériels et l'organisation mise en place pour répondre aux attentes des établissements.

Fait par		
J. LEOTURE		T. GRILLON
Technicien Supérieur Hospitalier Service H.S.E		Ingénieur Responsable service H.S.E

